

La Crédibilité Des élections Et Son Incidence Sur La Vie Socio-économique De La Population De Goma De 2017-2019

TUMAINI SAFARI Robert

Assistant à L'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma +243 997 614 595

Robertsafari91@gmail.com

RUHUNE NKAFUSHEBA Alliance

Assistant à L'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma ISDR-GOMA

+243 977 854 508

ruhunealliance607@gmail.com

Résumé

Les politiques d'ajustement structurel et électoral depuis plusieurs années remettent en cause la commission nationale électorale indépendante tant qu'outil des politiques publiques de publication des résultats. Cette réflexion s'inscrit visiblement dans un phénomène observé permanemment dans une gigantesque controverse des résultats des urnes. Nos investigations corroborent que les électeurs ont une perception négative des élections dans la ville de Goma. Celles-ci accouchent souvent à des graves perturbations et chaos remarquables dans la vie socio-économique des électeurs. La capacitation des électeurs, la lutte contre les antivaleurs et le renforcement du caractère indépendant de la CENI s'avèrent utiles pour améliorer le processus électoral en RDC en général et en particulier de la ville de Goma.

Mots clés : Election, Vie socio-économique, Commission, Crédibilité, Résultat.

Abstract

Structural and electoral adjustment policies for several years have called into question the independent national electoral commission as a tool of public policies in the publication of results. This reflection is visibly part of a phenomenon permanently observed in a gigantic controversy of the results of the ballot boxes. Our investigations corroborate that the voters have a negative perception in the city of Goma. These often give rise to serious disturbances and remarkable in the socio-economic life of voters. The empowerment of voters, the fight against anti-values and the strengthening character of the CENI are useful for improving the electoral process in the DRC in general and in the city of Goma in particular.

Keywords : Election, Socio-economic life, Commission, Credibility, Results.

INTRODUCTION

Les anomalies dans le processus électoral en RDC posent les problèmes de crédibilité des résultats. Les inquiétudes portent souvent sur le fichier électoral et les modalités de vote.

L'ong Ordine International démontre que le principe des élections libres et honnêtes constitue un élément essentiel dans le système démocratique. Elle démontre en outre que le rôle accordé aux élections comme instrument permet une expression de la volonté du peuple et établie par le respect des textes en vigueur dans le pays. Ainsi elle considère que les élections restent un moyen essentiel du choix de corps législatif et des autres organes du pouvoir politique au sein de l'Etat. Mwimba Tambwepense que l'organisation des élections libres et transparentes était devenue effective dans plusieurs Etats africains, une exigence depuis la renouveau démocratique des années 90. Désormais, du moins dans certains cas, les partis au pouvoir

commençaient à prendre les élections et l'alternance n'est interdite. Cependant leurs résultats sont acceptés même s'ils sont défavorables aux sortants. Il conclut en disant que les élections étaient perçues comme un mode de désignation de dirigeants surtout en Afrique noire. Et l'histoire, les règles et l'ampleur des irrégularités électorales rencontrées ici ne sont pas les mêmes qu'ailleurs. **PNUD** scrute dans son ouvrage que lorsque les processus électoraux sont crédibles, ces derniers se rapprochent de l'idéal de liberté et d'équité et intègrent toutes les composantes de la société en vertu d'une législation bien pensée sur le droit de la citoyenneté et l'inscription des électeurs. Et le mandat accordé par le peuple aux candidats et aux partis politiques victorieux confère à la gouvernance une légitimité incontestable. Les gouvernements légitimes sont plus aptes à gérer les conflits de manière positive que les gouvernements illégitimes.

Jean-Marie Cotteret Et Claude Emeri disent que les systèmes électoraux permettent aux gouvernants d'être une image fidèle de gouvernés et on est assuré de la nature profondément démocratique du régime. On conçoit aisément que dans cette perspective, les systèmes électoraux jouent un rôle capital pour la seule influence mécanique. Ils sont susceptibles de modifier le fonctionnement des institutions politiques, en favorisant tel ou tel service, telle ou telle nuance de l'opinion telle ou telle forme de gouvernement.

Dans le Rapport de la Commission Mondiale sur les élections, la démocratie et la société publié en 2012, il s'est vu que toutes les démocraties sont confrontées à des défis liés à l'organisation d'élections menées avec intégrité, et pas uniquement les pays pauvres, divisés ou déchirés par la guerre. En effet, ce qui menace le plus l'organisation de telles élections dans les démocraties stables relativement anciennes est la trop grande assurance face à ces défis. Le même rapport met l'accent sur cinq défis : la construction de l'état de droit, la mise en place d'organismes de gestion électorale (OGE), la construction de la démocratie en tant que garantie de sécurité réciproque, l'élimination des obstacles à la participation politique et le contrôle du financement des groupes politiques.

Vincent Darracq Et Victor Magnani, soulignent en effet que depuis 2000, des élections ont été organisées dans quasiment tous les pays d'Afrique. L'existence de processus électoraux formels n'empêche pas certaines dynasties familiales de perdurer. En outre, nombre de scrutins sont émaillés de violences et les crises postélectorales ne peuvent parfois être résolues que par des accords insatisfaisants de partage du pouvoir. Cependant, un certain nombre d'évolutions positives, dans des pays comme l'Afrique du Sud, semblent signaler que la démocratie électorale est en cours d'institutionnalisation en Afrique.

Eu égard à ce qui précède, la lecture de ces différents ouvrages de chercheurs qui nous ont précédé nous a été d'un grand apport en vue d'en dégager la ligne de démarcation. Cependant le nôtre met l'accent particulier sur la crédibilité des élections et son incidence sur la vie socio-économique des électeurs, cas des élections provinciales du Nord-Kivu à Goma.

Ces dernières décennies ont assisté à l'émergence d'une tendance qui consiste à s'appuyer sur les processus électoraux comme principaux moyens de légitimer la gouvernance aux niveaux local national, et régional. Aujourd'hui, la plupart des gouvernements dans le monde tirent leur légitimité d'une forme quelconque de processus électoral. Lorsque les élections sont menées en conformité avec les normes universelles d'équité et de professionnalisme administratif, et les droits de l'homme, elles sont assurées d'offrir un soutien populaire et une légitimité, tant au pouvoir en place comme au gouvernement nouvellement élu. À cet égard, les processus électoraux appropriés doivent mettre en avant la gestion pacifique du conflit social par le dialogue public, les débats vigoureux et la sélection indiscutable des dirigeants selon des règles convenues. Bien qu'en elles-mêmes les élections ne constituent qu'un élément parmi d'autres dans le processus démocratique, elles posent toutefois les bases d'une gouvernance démocratique en permettant aux dirigeants de disposer de mandats crédibles et incontestés pour gouverner. Lorsque les citoyens ont l'opportunité de participer librement à la vie publique et de choisir leurs dirigeants par le biais d'un processus libre et ouvert, ils sont moins susceptibles de recourir à la violence pour résoudre leurs différends ou faire entendre leur voix. Cependant, du fait que les processus électoraux visent fondamentalement l'acquisition du

pouvoir politique, souvent dans des contextes à grands enjeux, ils servent parfois de catalyseur ou d'accélérateur de conflit. En effet, l'expérience montre que les élections peuvent aussi renforcer les tensions sociales et provoquer des violences, particulièrement lorsque le processus électoral n'est pas perçu comme libre et équitable, ou lorsque ceux qui cherchent à conserver ou à prendre le pouvoir politique ont peu ou pas de scrupules à recourir à des mesures exceptionnelles (y compris l'usage de la force) pour parvenir à leurs fins. Les violences sont plus susceptibles d'éclater dans les situations caractérisées par d'autres causes sous-jacentes ou « causes profondes » de conflit, telles que l'exclusion, l'inégalité ou un lourd passif de tensions ethniques. Les pays sortant de la guerre civile sont particulièrement exposés à l'apparition de conflits pendant les processus électoraux. Au cours des dernières années, de l'Afghanistan, au Zimbabwe, des violences politiques ont accompagné les processus électoraux avant, pendant et après les jours des consultations proprement dites. Ce ne sont pas les élections qui génèrent la violence, mais la rivalité pour le pouvoir politique exacerbe souvent les tensions préexistantes et stimule l'escalade de ces tensions en violence. Par conséquent, en offrant autant d'opportunités que de défis, les élections constituent un élément clé dans la conception et la programmation de la gouvernance pour prévenir

Mais en RDC, avec la parenthèse constituée par les élections en 1960 et 1965, l'une des causes de crise politiques récurrentes aux quelles la RDC est confrontée depuis son indépendance est la contestation de légitimité des institutions due notamment à l'absence d'élection réellement libres et pluralistes. Les élections de 2006 étaient censées mettre fin à cette longue et profonde crise de légitimité. En dépit d'avancées notables, notamment néanmoins été organisées sur une fragile base politique marquée par d'un consensus solide entre principaux acteurs politiques et par une dépendance logistique et politique très évidentes à l'égard des bailleurs de fonds et des puissances occidentales.

Les élections de 2018, qui auraient dû être organisées deux ans plus tôt, devraient consacrer l'enracinement de la démocratie en République démocratique du Congo avec, pour la première fois depuis son indépendance, la passation de pouvoir entre un président sortant et un nouveau président démocratiquement élu. Après dix-huit années passées au pouvoir, le président Joseph Kabila est contraint par la constitution de céder la place à un successeur. L'inquiétude demeure aux électeurs est ce que cette passation est-elle légitime ? Des retards dans l'ouverture de bureaux de vote et de longues attentes ont également empêché de nombreuses personnes de voter dans d'autres régions du pays, notamment à Boma, Bunia, Gemena, Goma, Kalemie, Kamina, Kananga, Lubumbashi, au Maniema et à Mbandaka, selon des observateurs et les médias.

Ces élections auraient pu permettre à l'Etat de se montrer plus responsable, moins abusif et plus soucieux de sa population. L'échec de ce processus électoral pourrait entamer définitivement la confiance des Congolais dans une résolution pacifique de la crise. Mais tout nouveau report risque de provoquer d'importantes vagues de contestation et de mettre en péril le peu de stabilité.

Partant des élections provinciales du Nord-Kivu, la crédibilité des résultats demeure chaque fois contestable au vue des électeurs ; c'est ainsi que dans ce travail nous chercherons à pouvoir analyser certaines questions, pouvant nous permettre de prendre une position, Cependant, la source de préoccupations demeure celle de la crédibilité des élections et son incidence sur la vie socio-économique de la population dans la ville de Goma.

Ainsi pour saisir cette situation, quelques questions se posent en avance : Quelle est la perception de la crédibilité des résultats des élections par les électeurs dans la ville de Goma ? Quelles sont les incidences socio-économiques des élections sur la vie de la population en ville de Goma ? Quelles sont les pistes de solution à mettre sur pied pour des élections crédibles dans la province du Nord-Kivu cas de la ville de Goma? Pour répondre efficacement à nos questions de recherche, les hypothèses ci-après tâcheront d'être affirmées ou infirmées tout au long de notre analyse et investigation :

La population aurait une perception négative sur la crédibilité des résultats des élections, La montée en puissance du tribalisme et du régionalisme, les divisions de la population suite aux considérations politiciennes, l'appauvrissement des familles des candidats suite aux dépenses des campagnes, les pertes occasionnées par la population, les bénéfiques engagés par les médias et les agences publicitaires etc., seraient

les incidences socio-économiques des élections provinciales sur la population à Goma, La formation des électeurs, la restructuration et la dépolitisation de la CENI, la bonne organisation des élections crédibles seraient la solution palliative.

I. PRINCIPAUX DEFIS LIES A L'ORGANISATION D'ELECTIONS MENEES AVEC INTEGRITE

Cinq grands défis doivent être relevés pour mener des élections avec intégrité : Construire l'état de droit pour justifier les demandes en matière de droits humains et de justice électorale ; Mettre en place des organismes de gestion électorale professionnels et compétents, pouvant agir en toute indépendance pour assurer le déroulement d'élections transparentes et dignes de la confiance de l'opinion publique ; Mettre en place des institutions et des normes de compétition pluraliste et de division des pouvoirs qui renforcent la démocratie en tant que garantie de sécurité réciproque entre les adversaires politiques ; Eliminer les obstacles juridiques, administratifs, politiques, économiques et sociaux à une participation politique universelle et égale, Réglementer le financement incontrôlé, occulte et opaque des groupes politiques.

I.1. ROLES CONSTRUCTIFS DES ELECTIONS DANS LA PREVENTION DES CONFLITS

Comment des processus électoraux crédibles, menés de façon équitable peuvent-ils participer à la gestion des différences sociales et à la conquête pacifique du pouvoir politique ? En théorie et en pratique, les élections permettent de gérer et de traiter les conflits, en induisant les actions suivantes : **Création de légitimité** : Lorsque les processus électoraux sont crédibles, qu'ils se rapprochent de l'idéal de liberté et d'équité et intègrent toutes les composantes de la société en vertu d'une législation bien pensée sur le droit de la citoyenneté et l'inscription des électeurs, le « mandat » accordé par le peuple aux candidats et aux partis politiques victorieux confère à la gouvernance une légitimité incontestable. Les gouvernements légitimes sont plus aptes à gérer les conflits de manière positive que les gouvernements illégitimes. **Expression de la volonté du peuple** : Comme l'affirme **Derrick Marco de l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud (IDASA)**, « des élections crédibles doivent être comprises comme des élections où la volonté du peuple s'est exprimée dans un environnement pleinement participatif, libre de toute forme d'intimidation, de violence et de coercition, autorisant les électeurs à exercer leur droit de vote. L'adjectif « crédible », qui implique la notion d'un cadre de mesure élargi, englobant l'environnement dans lequel les élections se sont déroulées semble plus approprié que des termes tels que « libre », « équitable » et « légitime » pour qualifier ce processus. Il laisse aussi l'entière responsabilité de déclarer une élection libre et équitable à l'OAE [organe d'administration des élections], qui a l'obligation légale de se prononcer en dernier ressort sur les résultats et les élections d'une façon générale ».

I.1.1. Conflit Electoral Destructeur

Il apparaît clairement à la lumière des expériences récentes que les processus électoraux peuvent stimuler ou catalyser des conflits sociaux destructeurs, comme dans le cas du Burundi, du Cambodge, de l'Éthiopie, du Guyana, d'Haïti, du Kenya, du Sri Lanka et du Zimbabwe, qui ne représentent que quelques exemples de pays où les processus électoraux ont été continuellement marqués par la violence.

Dans le cas des situations les plus destructrices, comme lors des élections présidentielles de 1992 en Angola ou les élections législatives en Algérie au cours de la même année, les élections et leurs résultats sont souvent amenés à jouer le rôle d'un puissant stimulant pour la violence qui dégénère en guerre civile. La violence électorale peut être définie de la manière suivante : ...Des actes ou des menaces de coercition, d'intimidation ou de dommages physiques infligés en vue d'influencer un processus électoral ou qui se manifestent dans un contexte de course électorale.

Lorsqu'elle est perpétrée dans le but d'exercer un impact sur le processus électoral, la violence peut être employée pour influencer soit sur le processus des élections proprement dit, comme dans le cas d'actions visant à retarder, perturber ou faire avorter un scrutin, soit sur les résultats : la détermination des vainqueurs dans les courses électorales à des mandats politiques ou pour obtenir l'approbation, établit une distinction utile entre « la violence visant à perturber une élection, qui est initiée par

ceux qui n'ont aucun intérêt à ce que cette élection ait lieu », et « la violence électorale déclenchée par la rivalité entre les partis politiques et/ou les candidats en lice ».

Les interprétations de la nature et des attributs couramment associées à la violence électorale ont été regroupées ci-après d'après les conclusions tirées de recherches universitaires et de réflexions de praticiens. Les élections ne sont pas la « cause » proprement dite de la violence.

Au contraire, les causes profondes d'un conflit trouvent souvent leur origine dans les désaccords économiques, sociaux et politiques profondément ancrés et la répartition du pouvoir entre les diverses forces sociales concernées par le processus électoral.

➤ ***La violence électorale est une sous-catégorie de la violence politique :***

Par le biais de laquelle les acteurs du processus ont recours à la contrainte de façon déterminante pour faire prospérer leurs intérêts ou à des fins politiques précises. De la même façon, les sociétés soumises à la violence électorale sont normalement exposées à une violence politique plus étendue ou à d'autres types de violence politique. La Colombie, l'Inde, l'Indonésie, le Kosovo et le Sri Lanka sont des exemples de cas où la violence électorale s'inscrit dans un contexte plus vaste de conflit social de longue date.

1.1.2. La violence électorale se traduit par des actes :

Tels que les assassinats d'adversaires politiques ou les bagarres spontanées entre groupes de sympathisants rivaux, par des menaces, de la coercition et de l'intimidation à l'encontre des adversaires, des électeurs ou des agents électoraux. Les menaces et les intimidations sont des formes de coercition tout aussi puissantes que des actes de violence physique. En effet, les actes d'intimidation à plus grande échelle, qui consistent, par exemple, à lancer des grenades au milieu d'une foule de sympathisants rivaux⁴ visent à semer la peur et la terreur afin d'empêcher ces personnes de se mobiliser et les dissuader d'aller voter.

➤ ***Les actes de violence peuvent s'exercer à l'encontre de personnes ou de biens :***

Notamment le ciblage de communautés ou de candidats ou la destruction délibérée de matériel, de véhicules, de bureaux ou d'urnes liés à la campagne de vote.

Les modalités de conception, de gestion et de mise en œuvre du processus électoral et de son administration ont une incidence forte sur la violence électorale. Des élections considérées comme libres, équitables et transparentes sont moins susceptibles de générer de la violence que celles qui sont marquées par des allégations de mauvaise gestion ou de fraude délibérée.

Comme le suggère ce dernier point, il existe un lien complexe entre la violence électorale et la fraude électorale ou la tricherie⁵. D'une part, l'usage de méthodes coercitives pour gagner des voix ou influencer les résultats est en soi une forme de fraude électorale. D'autre part, la tricherie ou la fraude massive, à l'exemple de manœuvres visant à corrompre les électeurs, de manipulation du scrutin, de dépouillement erroné ou d'autres mesures (telles que la libération de prisonniers en grand nombre pour aller voter), sont susceptibles d'inciter à une réaction violente. En effet, la mobilisation massive et la résistance armée aux autorités gouvernementales vient en réaction aux allégations de vol, de fraude ou de démocratie « de façade ».

II. LES EFFETS DU CONFLIT ELECTORAL DESTRUCTEUR SUR LA GOUVERNANCE ET LE DEVELOPPEMENT

II.1 APERÇU SUR LES CRISES ELECTORALES

Dans la plupart des cas, les conflits électoraux ont des effets dévastateurs sur la gouvernance et le développement. En effet, lorsqu'une telle violence se produit, elle empêche souvent le fonctionnement normal des institutions gouvernementales émanant de consultations électorales controversées, à cause de la violence ayant entaché l'équité du processus et la légitimité des

résultats de l'élection. Comme l'observe la chercheuse Kristine Höglund : Du point de vue des politiques démocratiques, la violence et l'insécurité influencent les résultats ou l'issue des élections de diverses manières. Des menaces ou des actes d'intimidation peuvent être utilisés pour faire obstacle à l'inscription des électeurs. La participation électorale peut s'en ressentir dès lors qu'une importante partie de la population s'abstient de voter par peur de la violence. Des agressions, des menaces et des assassinats politiques pendant la campagne électorale peuvent obliger les candidats à se retirer du processus électoral ou empêcher le déroulement des élections. Du point de vue de la gestion du conflit, la violence peut avoir un impact négatif en polarisant l'électorat sur des questions conflictuelles et, dans des cas extrêmes, conduire à de nouvelles flambées de violence. Dans les situations d'insécurité, les autorités sont plus tentés de lancer des appels au respect de l'ordre public plutôt qu'à la réconciliation. Il existe un lien évident entre les conflits violents et le développement humain limité. Aux Philippines par exemple, les provinces qui ont connu la plus grande violence électorale sont également les plus pauvres. La violence électorale, tout comme les autres formes de conflit violent, peut être synonyme de « contre développement » étant donné que des incidents liés à la violence portent atteinte à la légitimité de l'État, mettent en fuite les investisseurs nationaux et étrangers et abaissent considérablement les niveaux de confiance sociale.

II.1. INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DES ELECTIONS SUR LES ELECTEURS

Comme on vient de le constater, le processus électoral est un événement qui ne peut pas se réaliser sans moyen financier, c'est pourquoi les élections présidentielles et législatives organisées en RD Congo en 2006, 2011 et 2018 ont nécessité des moyens financiers conséquents, c'est qui ne manque pas d'impact sur le contribuable. Celles de 2018 ont, d'ailleurs, en totalité été financées sur fonds propre du pays. Le budget global des élections convenu de façon ferme entre le groupement consultatif de la Banque Mondiale et la CEI était de 285 millions de dollars américains dont 90 millions étaient destinés à l'équipement d'enregistrement et autres fournitures. Par contre la CENI, avait joui cependant de la souveraineté budgétaire, avec une enveloppe totale de 466.4 millions USD dont 334,1 (71,7%) provenant du gouvernement congolais, 80,7 millions du projet PNUD/Pace (soit 17,7%) ; 39,9 millions de la MONUSCO au titre d'appui logistique (8,4%) et 11,6 millions provenant des autres partenaires. Réussir les élections démocratiques requiert l'engagement de toutes les parties prenantes au processus. Cela suppose que chaque acteur maîtrise son rôle : bien voter, bien organiser et bien observer les élections. Ceci exige une formation adéquate des électeurs, des observateurs et des administrateurs électoraux. Bien avant la date prévue par le calendrier électoral, en 2011, certains candidats s'étaient déjà adonnés à une campagne électorale frauduleuse. Il a fallu de rappel à l'ordre de la CENI pour que l'on remarque une pause.

Le 28 octobre 2011, le président de la CENI, a officiellement lancé la campagne électorale. D'emblée, cette campagne se caractérise par plusieurs incidents déplorables à travers le pays et par plusieurs défis. Le grand défi de ces élections concerne la sécurité. L'appel incessant à des élections apaisées souligne la psychose qui précède les élections de 2011. Pendant un mois, la campagne électorale s'est déroulé dans un climat parfois de tension entre les fanatiques et les partisans des candidats, l'on pouvait remarquer une prolifération d'affiche des photos des candidats parsemés sur les murs et autres places publiques ne respectant pas les normes mis par la loi électorale. Tout le mois de novembre, le pays a vécu à la longueur des journées et même des nuits de campagne sonorisé allant jusqu'à troubler l'ordre public et la quiétude de la paisible population. Cette campagne bien que caractérisée par une grande participation de la population, a connu des nombreux heurts. Le non-respect des adversaires par la majorité, la destruction sur les murs, panneaux et autres lieux d'affiches électorales, les signes d'intolérances, et les violences ont été observés, à titre illustratif, nous avons constaté à Lubumbashi, les partisans de certains partis politiques se jetaient les pierres et s'injuriaient.

III. PRESENTATION DES DONNEES BRUTES DES ENQUETES SUR TERRAIN

Une méthodologie bien définie rend cohérent tout travail et garantit l'objectivité de ses résultats.

Dans ce travail, deux méthodes principales à savoir analytique et statistique nous ont conduit dans l'élaboration de ce travail.

La Méthode statistique

Cette méthode nous a permis de faire une analyse axée sur certains nombres des cas vécus sur terrain, reflétant les conséquences directes ou indirectes imposées par la pauvreté dans la ville de Goma. Ainsi, cette étude statistique nous a permis d'analyser les données chiffrées en les présentant sous formes des tableaux et des figures.

Enquête par sondage

Une enquête par sondage, ou tout simplement un sondage est une enquête portant sur une fraction représentative de la population étudiée dite population de référence. Cette fraction constitue l'échantillon.

Comme toute autre sondage celui-ci nous a permis de saisir momentanément les attitudes de nos enquêtés. Grâce à cette technique, nous avons pu atteindre nos sujets d'enquêtes pour recueillir les avis et considérations, pourquois pas leurs attitudes face à la pauvreté.

Ces techniques sont : **La technique documentaire** : Elle nous a facilité à accéder aux données à travers la documentation mise à notre portée. Ici nous faisons allusion à l'ensemble des ouvrages, journaux, revues, travaux inédits, rapports... que nous avons sélectionnés afin de mener notre recherche.

L'interview libre : L'interview a été une contribution de grande taille. Elle nous a donné un coup de pouce pour nous permettre de nous entretenir avec les personnes ressources comme les hommes politiques, les Experts et les cadres de l'administration

Technique du questionnaire : Cette technique nous a permis d'approcher notre population d'enquête pour acquérir leur point de vue sur la pauvreté.

Présentation Des Données Brutes Des Enquêtes Sur Terrain : Nous croyons que l'information tirée d'un sondage doit être nuancée.

Ce sondage est plutôt notre outil parmi d'autres pour provoquer et stimuler la réflexion sur les diverses questions que nous avons abordées. Il vise à imposer une remise en cause des diverses penneés que chacun de nos enquêtés peut avoir sur le chômage. Et malgré les limites reconnues de la technique de sondage ainsi que les difficultés d'interprétations qui font surgir souvent autant des questions, celui-ci est apparu comme un excellent moyen pour réaliser des objectifs de cette étude. Ainsi, nous avons eu difficile d'atteindre toute la population de Goma, pour cela nous avons interrogé une partie de la population appelée Echantillon qui se définit comme un groupe d'éléments prélevés dans un ensemble ou population suivant un procédé bien défini

Population Et Echantillonnage

a) Population

Pour L. D'HINNAUNT¹, la population c'est l'ensemble des éléments parmi les quels on aurait pu choisir l'échantillon c'est-à-dire l'ensemble des éléments qui possèdent les caractéristiques qu'on veut observer. Ces caractéristiques ont les traits communs qui sont en fait des paramètres d'appréciation.

b) Echantillon

G.DE LANSHERE² définit l'échantillon comme un moyen d choisir un nombre limité d'individus, d'objets ou d'événements dont l'observation permet de tirer des conclusions appréciables à la population total à un certain degré de confiance. Pour le cas d'espèce il ne nous a pas été possible d'aborder toute la population de

¹ L ?D'HINNAUT concepts et Méthodes statistiques ? Tomes 1 et 2 éd laboi, Paris P.32

² DE LANSHEERE G. introduction à la recherche en éducation Amant, Bourrelrier, Paris, 1974, P.185

la ville de Goma vu son importance très gonflée ainsi nous n'avons pas pu tirer une représentativité significative mais nous nous sommes attelés à une représentativité hypothétique où nous avons tiré un échantillon de 170 personnes sur l'ensemble de la population de Goma évaluée à 619 815 répartie dans les deux communes respectives à savoir la commune de Karisimbi et celle de Goma, Ainsi 8 questions ont été posées à 6 groupes différents en raison de 30 personnes par groupe, et nous avons appliqué une question par ce groupe de 30. Pour arriver à une interprétation scientifique de nos données, nous nous sommes servi de cette formule

$$\frac{FREQUENCE \times 100}{N}$$

- FREQUENCE c'est le nombre des fois qu'apparaît une même réponse
- N c'est le nombre total de la population enquêtée
- % c'est le pourcentage obtenu après calcul

Les résultats de nos enquêtes sont regroupés dans les tableaux suivants :

Tableau N°I : Participation aux élections

Question	Reponses	Effectif	%
Avez-vous un jour participé aux élections ?	Oui	98	81,7
	Non	22	18,3
	Total	120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

A la lecture de ce tableau, il s'est vu que 81,7% soit 98 sujets disent qu'ils ont déjà participé aux élections dans la ville de Goma et 18,3% soit 22 personnes qui disent non. Par ailleurs le constant nous amène à dire que la majorité a déjà participé aux élections dans la ville de Goma.

Tableau N°II : Incidences des élections par les électeurs

Question	Réponse	Effectif	%
Selon vous, quelles sont les incidences que vous trouvez lors des élections ?	La montée en puissance du tribalisme et régionalisme	29	24,1
	Les divisions de la population suite aux considérations politiques	9	7,5
	Appauvrissement des familles des candidats	48	40
	Pertes occasionnées par la population	26	21,8
	Bénéfices engagés par les medias et les agences publicitaires	7	5,8
	Autre à préciser	1	0,8
Total		120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

Ce tableau nous renseigne sur les incidences que rencontrent les électeurs dans les élections en ville de Goma ; il est vu à 24,1% soit 29 sujet disent la montée en puissance du tribalisme et régionalisme est l'une des incidences socio-économiques; les divisions de la population suite aux considérations politiques occupent 7,5% soit 9 répondants ; à 40% soit 48 sujets disent de l'appauvrissement des familles des candidats et à 21,8% soit 26 sujets nous ont parlé des pertes occasionnées par la population et 5,8% soit 7 personne disent le bénéfices engagés par les medias et les agences publicitaires et 0,8% ont d'autres incidences.

Tableau N°III : Distance entre la résidence et les bureaux de vote

Question	Réponse	Effectif	%
Est-ce que la distance entre votre résidence et les bureaux de vote constitue-t-elle un obstacle d'aller voter ?	Oui	89	74,2
	Non	31	25,8
	Total	120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

A la lecture de ce tableau, nous constatons que la distance entre la résidence et les bureaux de vote constituent un obstacle aux électeurs d'aller voter à 74,2% soit 89 sujets et 25,8% soit 31 enquêtés disent que la distance ne constitue pas un obstacle pour aller voter.

Tableau N°IV : Considération des élus aux électeurs

Question	Réponse	Effectif	%
D'après-vous, est-ce que les élus reconnaissent votre degré de participation aux élections ? ?	Oui	49	40,8
	Non	71	59,2
	Total	120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

Eu égard de ce tableau, la majorité des répondants disent que les élus oublient souvent leur degré de participation aux élections soit 59,2% et 49 enquêtés soit 40,8% parlent que les élus reconnaissent souvent leur degré de participation aux élections.

Tableau N°V : Motivation de la crédibilité des élections

Question	Réponse	Effectif	%
Qu'est-ce qui te motive plus pour aller voter ?	Parce que mon parti politique m'a obligé	63	52,5
	Parce qu'il y a certains candidats qui m'ont donnés de l'argent	24	20
	Parce que le sens patriotique m'oblige	30	25
	Autre à préciser	3	2,5
	Total	120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

Ce tableau nous laisse remarquer que nos répondants partent pour voter parce que leur parti politique l'ont obligé soit 52,5% ; à 20% soit 24 enquêtés disent que c'est parce qu'il y a certains candidats qui donnaient l'argent lors de la campagne et cette dette morale les oblige d'aller voter et 25% soit 30 sujets de nos enquêtés ont le sens patriotique et 3 personnes soit 2,5% ont d'autres raisons qui les poussent d'aller voter.

Tableau N°VI : Manquement d'organisation de bonnes élections

Question	Réponse	Effectif	%
Qu'est-ce qui manque aux dirigeants d'organiser de bonnes élections ?	L'argent	10	8,3
	La logistique complète	41	34,2
	La volonté	69	57,5
	Autre à préciser	-	-
	Total	120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

A la lecture de ce tableau, la volonté des dirigeants est le facteur qui pousse aux dirigeants de ne pas organiser des bonnes élections cette confirmation est fournie à 57,5% soit 69 enquêtés qui le disent ; la logistique qui en fait partie soit 34,2% et 10 sujets soit 8,3% de nos répondants disent que c'est l'argent qui manque pour organiser des bonnes élections.

Tableau N°VII : Justification négative des enquêtés sur la publication des élections

Question	Réponse	Effectif	%
Si non, que conseillez-vous aux organisateurs des élections ?	De publier toujours selon leur volonté	14	11,7
	D'être honnête dans la publication des résultats	90	75
	De faire participer la population locale dans tous les processus de publication	14	11,7
	Autre à préciser	2	1,6
	Total	120	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

Au vu de ce tableau, nos répondants conseillent aux organisateurs des élections d'être honnêtes dans la publication des résultats ; 11,7% soit 14 sujets sur 120 disent de faire participer la population locale dans

tous les processus de publication des résultats et 14 autres soit 11,7% soulignent que les dirigeants publient toujours les résultats selon leur volonté car ils sont habitués par cette attitude des organisateurs et 1,6% soit 2 enquêtés sur 120 ont d'autres conseils.

Tableau N°VIII : Proposition des stratégies par les répondants

Question	Réponse	Effectif	%
Que proposez-vous pour qu'il ait des élections crédibles au Nord-Kivu ?	Une bonne organisation des élections crédibles	19	15,8
	La formation des électeurs	28	23,3
	La restructuration et la dépolitisation de la CENI	61	50,8
	Supprimer les élections au pays	12	10
	Autre à préciser	-	-
	Total	50	100

Source : Nos enquêtes, Août 2019

A la lecture de ce tableau, nos répondants soulignent de passer à une bonne organisation des élections crédibles serait un moyen favorable pour qu'il y ait de crédibilité des élections à Goma soit 15,8% ; à 23,3% soit 28 sujets soulignent aussi de faire une formation des électeurs en avance ; 61 sujets soit 50,8% ne cessent de proposer qu'il y ait d'abord une restructuration et la dépolitisation de la CENI et 10 % soit 12 enquêtés sur 120 proposent de supprimer les élections au pays.

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre travail intitulé « de la crédibilité des élections et son incidence sur la vie socio-économique de la Population. L'analyse de forme de la crédibilité des élections congolaises laisse apparaître, ces dernières années, un transfert de la gestion politique tant nationale qu'internationale.

Devant cette situation dichotomique, nous nous sommes posé des questions suivantes : Quelle est la perception de la crédibilité des résultats des élections par les électeurs dans la ville de Goma ? Quelles sont les incidences socio-économiques des élections sur la vie de la population en ville de Goma ? Quelles sont les pistes de solution à mettre sur pied pour des élections crédibles en ville de Goma ? A ces questions de la problématique, nous nous sommes proposé les hypothèses suivantes , Les électeurs auraient une perception négative sur la crédibilité des résultats des élections; La montée en puissance du tribalisme et du régionalisme, les divisions de la population suite aux considérations politiciennes, l'appauvrissement des familles des candidats suite aux dépenses des campagnes, les pertes occasionnées par la population, les bénéfices engagés par les médias et les agences publicitaires etc., seraient les incidences socio-économiques des élections sur la population à Goma, La formation des électeurs, la restructuration et la dépolitisation de la CENI, la bonne organisation des élections crédibles seraient la solution palliative.

BIBLIOGRAPHIE

- JEAN MARIE. C. et CLAUDE E. *Systèmes électoraux*, PUF, Paris, 1973.
- A. BIROU, *Vocabulaire pratique des sciences sociales*, éd Oumele, Paris, 1996.
- GRAWITZ. M, *Méthode des sciences sociales*, op-cit, p. 344
- MULUMBATI NGASHA, *introduction à la science politique*, Lubumbashi, 2^{ème} éd., Africa, 1977.
- GUILLIEN (R.) et VICENT, *lexique des termes juridiques*, éd. Dalloz, Paris, 2001.
- NOAH WEBSTER, *Webster's new twentieth century dictionary*, The world publishing company, Cleveland and New York, 1974.
- A. LINCOLN cité par CAPITACENT R, *Démocratie et participation*, éd. Bordes. Col Etudes politiques, Paris, 1972.
- SEYMOUR M., *L'homme et la politique*, éd. Du seuil, Paris, 1960.
- M. DUVERGER, *La démocratie sans le peuple*, éd. Du seuil, Paris, 1967.
- PNUD, *élection et prévention de conflit*, 2008.

- Commission Mondiale sur les élections, la démocratie et la société, 2012.
- Le Petit Dictionnaire de la Démocratie, Presse Ujumbura, Bukavu n°194, 1960,
- Encyclopedia Universalis, Corpus 5, Paris, 1985
- Dictionnaire Larousse.
- Discours prononcé par le président français François Mitterrand le 20 juin 1990 lors du 16^{ème} sommet franco- africain
 - www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011, consulté 06/08/2019 14h32'
 - www.ibz.rn.fgov.be/index.php?id=33&L=0 consulté 06/08/2019, 17h10'
 - www.electionlibre.fr consulté 07/08/2019 : 8h16'